

ASSURANCE-VOYAGE-MONDIALE - CONTRAT GSL N° AST20171371
CONDITIONS GENERALES VALANT NOTICE D'INFORMATION
CONFORMEMENT A L'ARTICLE L141-4 du Code des Assurances

Réf. GSLAST09/21

Les garanties de votre contrat sont régies par le Code des assurances.

Votre contrat se compose des présentes conditions générales, complétées par votre attestation. Ses garanties s'appliquent à tous les voyages, privés ou professionnels, effectués pendant la durée de validité de votre visa temporaire (avec un maximum de trois mois renouvelables). La garantie est valable pendant la durée du contrat indiquée sur l'attestation d'assurance.

Lisez attentivement vos conditions générales. Elles vous précisent nos droits et obligations respectifs et répondent aux questions que vous vous posez.

DEFINITIONS

> DEFINITION DES INTERVENANTS AU CONTRAT

ASSURE : personne physique ou morale qui adhère aux présentes conditions générales souscrites par l'Association du Cercle des Assureurs des Risques Aggravés et Techniques (ACARAT), qui paie les cotisations, qui est désignée sur l'attestation d'assurance, sans limite d'âge et qui en fera la demande au plus tard la veille du départ sur le site www.assurance-voyage-mondiale.com et dont le domicile fiscal et/ou légal est situé dans l'un des pays des états suivants : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France (France métropolitaine), la Grèce, la Hongrie, l'Islande, l'Italie, la Lettonie, le Liechtenstein, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, La Slovaquie, la Suède, la République Tchèque, les DOM (Départements d'Outre-mer) et les COM (Collectivités d'Outre-Mer) du territoire Français, les principautés d'Andorre, de Monaco, de Saint Marin, le Vatican, l'Irlande et le Royaume-Uni.

ASSUREUR : Groupe Special Lines pour le compte de Groupama Rhône-Alpes Auvergne. Caisse régionale d'Assurances Mutuelles Agricoles de Rhône-Alpes Auvergne 50 rue de Saint-Cyr - 69251 Lyon cedex 09 - N° de SIRET 779 838 366 000 28 Entreprise régie par le Code des Assurances et soumise à Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, 4 Place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris Cedex 09.

PRESTATAIRE D'ASSISTANCE : Mutuaide assistance – 8-14 Avenue des Frères Lumière 94368 BRY-SUR MARNE cedex – S.A. au capital de 9.590.040 € entièrement versé – Entreprise régie par le Code des Assurances, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés sous la référence RCS 383 974 086 Créteil et soumise à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, 4 Place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris Cedex 09.

SOUSCRIPTEUR : l'Association du Cercle des Assureurs des Risques Aggravés et Techniques (ACARAT), dont les statuts sont téléchargeables à l'adresse <http://acarat.org>, pour le compte de l'adhérent nommé sur les conditions particulières qui s'engage, de ce fait, à régler la prime d'assurance.

VOUS : la personne assurée.

> DEFINITION DES TERMES D'ASSISTANCE

ACCIDENT : tout événement soudain, imprévu et extérieur à la victime ou à la chose endommagée, constituant la cause du dommage.

TERRITORIALITE : Europe et Bassin méditerranéen ou Monde entier selon la formule choisie.

FRAIS DE RECHERCHE : frais des opérations effectuées par les sauveteurs ou les organismes de secours, autres que vos compagnons de voyage, se déplaçant spécialement à l'effet de vous rechercher en

un lieu dépourvu de tous moyens de secours organisés ou rapprochés.

FRAIS DE SECOURS : frais de transport après accident (alors que vous êtes localisé) depuis le point où survient l'accident jusqu'à l'hôpital le plus proche.

FRAIS FUNERAIRES : frais de première conservation, de manutention, de mise en bière, d'aménagements spécifiques au transport, de soins de conservation rendus obligatoires par la législation, de conditionnement et de cercueil du modèle le plus simple, nécessaires au transport et conforme à la législation locale, à l'exclusion des frais d'inhumation, d'embaumement et de cérémonie.

FRAIS MEDICAUX : frais pharmaceutiques, chirurgicaux, de consultation et d'hospitalisations prescrites médicalement, nécessaires au diagnostic et au traitement d'une pathologie.

FRANCHISE : part du préjudice laissée à votre charge dans le règlement du sinistre. Les montants de franchise se rapportant à chaque garantie sont précisés au tableau des montants de garanties et des franchises.

HOSPITALISATION : intervention d'urgence de plus de 24 heures consécutives dans un établissement hospitalier public ou privé, non programmée et ne pouvant être reportée.

MALADIE : toute altération de votre santé constatée par une autorité médicale compétente.

PAYS D'ORIGINE : pays déclaré lors de la souscription du contrat et pour lequel vous avez acquitté la prime correspondante.

TERRORISME/ATTENTAT : acte commis :

- pour des raisons politiques, religieuses, idéologiques ou similaires, impliquant l'usage de la violence, ou l'usage illicite de la force, ou un acte illicite qui met en danger la vie humaine ou les biens matériels ;
- par toute personne ou groupe de personnes agissant seules ou pour le compte de toute organisation ou tout gouvernement (de droit ou de fait), ou en relation avec lesdits gouvernements ou organisations.

PRESCRIPTION : période au-delà de laquelle aucune réclamation n'est plus recevable.

SINISTRE : toutes les conséquences dommageables d'un événement entraînant l'application de l'une des garanties souscrites. Constitue un seul et même sinistre, l'ensemble des dommages procédant d'une même cause initiale.

SUBROGATION : action par laquelle nous nous substituons dans vos droits et actions contre l'éventuel responsable de vos dommages afin d'obtenir le remboursement des sommes que nous vous avons réglées à la suite d'un sinistre.

TIERS : toute personne physique ou morale, à l'exclusion :

- De la personne assurée et des membres de sa famille,
- Des personnes l'accompagnant,
- De ses préposés, salariés ou non, dans l'exercice de leurs fonctions.

TERRITORIALITE DU CONTRAT

Les garanties de votre contrat s'appliquent en Europe et dans le Bassin méditerranéen ou dans le Monde entier, selon l'option choisie et mentionnée au certificat d'adhésion, pour des séjours n'excédant pas douze mois.

ASSURANCE-VOYAGE-MONDIALE - CONTRAT GSL N° AST20171371
CONDITIONS GENERALES VALANT NOTICE D'INFORMATION
CONFORMEMENT A L'ARTICLE L141-4 du Code des Assurances

Réf. GSLAST09/21

LES GARANTIES DU CONTRAT

Les garanties dont bénéficie l'assuré sont fonctions de la formule et des options choisies à la souscription du contrat.

La formule et l'option et choisies sont stipulées sur le certificat d'assurance qui vous est délivré.

FORMULE 1 : Europe et Bassin méditerranéen, frais médicaux / hospitalisation (100.000 €), assistance, rapatriement

FORMULE 2 : Monde entier, frais médicaux / hospitalisation (200.000 €), assistance, rapatriement

Pour chaque formule les options, suivantes sont proposées et peuvent être souscrites:

- Responsabilité civile Vie privée
- Annulation de voyage
- Bagages, retard d'avion
- Remboursement forfait frais de visa et prime d'assurance

1. GARANTIE FRAIS MEDICAUX ET HOSPITALISATION

Sont pris en charge, hors du pays de résidence de l'assuré les remboursements des frais médicaux, n'ayant pas d'antériorité à la souscription du contrat, prescrits par un médecin consécutifs à un accident ou à une maladie survenus de manière urgente et imprévisible en Europe et dans le Bassin méditerranéen ou dans le Monde entier selon la formule choisie. Une franchise de 80 € est applicable en cas de maladie.

Les remboursements des frais médicaux, d'hospitalisation et de chirurgie s'effectuent dans la limite d'un plafond dont le montant correspond à l'option et à la formule choisie.

Prise en charge des soins dentaires plafonnés à 100 Euros, sans franchise.

En cas d'accident, il n'y a aucun délai d'attente. Il n'y a pas de franchise.

2. ASSISTANCE RAPATRIEMENT

2.1. OBJET DES PRESTATIONS

Organisation et prise en charge de votre rapatriement.

Si pendant votre séjour en Europe et dans le Bassin méditerranéen ou dans le Monde entier selon l'option et la formule choisie, vous êtes atteint d'une maladie ou victime d'un accident garanti par le contrat vous obligeant à interrompre ce séjour, nous prenons en charge les frais de rapatriement, à concurrence des frais réels en cas de rapatriement médical consécutif à un risque garanti pour vous permettre de rejoindre votre pays d'origine. Toute demande d'assistance doit faire l'objet d'un accord préalable de notre compagnie ou de notre service médical.

Si cette condition n'est pas respectée, nous serions dégagés de toute obligation de remboursement.

Prolongation de séjour à l'hôtel

Si votre état de santé ne justifie pas une hospitalisation ou un transport sanitaire et que vous ne pouvez entreprendre votre retour à la date initialement prévue, nous prenons en charge vos frais supplémentaires de séjours à l'hôtel à concurrence du montant indiqué au tableau des montants de garantie.

Dès que votre état de santé le permet, nous organisons et prenons en charge vos frais supplémentaires de transport si les titres de transport prévus ne peuvent être utilisés du fait de cet événement. Ces frais sont pris en charge jusqu'au retour à votre domicile.

Rapatriement de corps

En cas de décès consécutif à un risque garanti, durant votre séjour, nous prenons en charge l'organisation et les frais de transport du

corps de l'assuré jusqu'à votre pays d'origine à concurrence de 3.500€. Les frais de cercueil sont limités à 1.000€.

Nous organisons et prenons en charge le transport aller et retour (en train 1ère classe ou en avion classe économique) d'un membre de la famille pour accompagner le rapatriement du corps dans le pays où résidait l'Assuré.

Envoi de médicaments

Nous prenons toutes mesures pour la recherche et l'envoi des médicaments indispensables à la poursuite d'un traitement médical en cours prescrit par un médecin, dans le cas où, ne disposant plus de ces médicaments, suite à un événement imprévisible, il vous est impossible de vous les procurer sur place ou d'obtenir leur équivalent. Le coût de ces médicaments reste dans tous les cas à votre charge.

Transmission de messages

Nous nous chargeons de transmettre les messages qui vous sont destinés lorsque vous ne pouvez être joint directement, par exemple, en cas d'hospitalisation. De même, nous pouvons communiquer, sur appel d'un membre de votre famille, un message que vous aurez laissé à son attention.

Frais de recherche et secours

Nous prenons en charge à concurrence du montant indiqué au tableau des montants de garantie, les frais de recherche et de secours en mer ou en montagne à la suite d'un événement mettant votre vie en péril. Seuls les frais facturés par une société dûment agréée pour ces activités peuvent être remboursés.

Assistance juridique dans le pays de séjour

En cas d'accident durant votre séjour nous garantissons, à concurrence de 6 000 €, le remboursement des honoraires d'avocat pour effectuer votre recours devant une juridiction du pays de séjour.

2.2. CE QUE VOUS DEVEZ FAIRE EN CAS DE SINISTRE

2.2.1. MISE EN ŒUVRE DES GARANTIES

Pour une demande d'assistance vous devez contacter ou faire contacter par un tiers, dès que votre situation vous laisse supposer un retour anticipé, sous peine d'irrecevabilité, GROUPAMA ASSISTANCE.

Depuis la France : 01.55.98.57.35

Depuis l'étranger : (+33) 1.55.98.57.35

Il vous sera attribué immédiatement un numéro de dossier et vous devrez indiquer:

- votre numéro de contrat,
- votre adresse et le numéro de téléphone où l'on peut vous joindre, ainsi que les coordonnées des personnes qui s'occupent de vous,
- permettre aux médecins l'accès à toutes les informations médicales qui vous concernent, ou qui concernent la personne qui a besoin de notre intervention.

2.2.2. POUR LA PRISE EN CHARGE D'UN TRANSPORT

Lorsque nous organisons et prenons en charge un transport au titre de nos garanties, celui-ci est effectué en train 1ère classe et/ou en avion classe touriste ou encore en taxi, selon la décision de notre service Assistance.

Dans ce cas, nous devenons propriétaires des billets initiaux et vous vous engagez à nous les restituer ou à nous rembourser le montant dont vous avez pu obtenir le remboursement auprès de l'organisme émetteur de ces titres de transport.

ASSURANCE-VOYAGE-MONDIALE - CONTRAT GSL N° AST20171371
CONDITIONS GENERALES VALANT NOTICE D'INFORMATION
CONFORMEMENT A L'ARTICLE L141-4 du Code des Assurances

Réf. GSLAST09/21

**2.2.3. CADRE DE NOS INTERVENTIONS
D'ASSISTANCE**

Nous intervenons dans le cadre des lois et règlements nationaux et internationaux et nos prestations sont subordonnées à l'obtention des autorisations nécessaires par les autorités administratives compétentes. Par ailleurs, nous ne pouvons être tenus pour responsables des retards ou empêchements dans l'exécution des services convenus à la suite d'un cas de force majeure ou d'événements tels que grèves, émeutes, mouvements populaires, restrictions de la libre circulation, sabotage, terrorisme, guerre civile ou étrangère, conséquences des effets d'une source de radioactivité ou de tout autre cas fortuit.

2.3 EXCLUSIONS DES GARANTIES FRAIS MEDICAUX, HOSPITALISATION ET ASSISTANCE RAPATRIEMENT

NE SONT PAS GARANTIS :

- **LES MALADIES ANTERIEURES A LA SOUSCRIPTION AINSI QUE LEURS SUITES; LES INFIRMES ET LES MALADIES HEREDITAIRES; LES MALADIES CHRONIQUES; LES MALADIES TROPICALES; TOUTES PROTHESES Y COMPRIS AUDITIVES ET DENTAIRES; LES SOINS DENTAIRES (SAUF CARIES); LA STOMATOLOGIE; L'ORTHOPHONIE; LES LENTILLES DE CONTACT; LES MASSAGES ET LA KINESITHERAPIE; L'ACUPUNCTURE; LES TRAITEMENTS CONSECUTIFS A LA STERILITE; LES TRAITEMENTS ET LES SOINS ESTHETIQUES; LES SOINS ORTHOPTIQUES, PSYCHIQUES, PSYCHOTHERAPEUTIQUES ET NEUROLOGIQUES Y COMPRIS LES CONSULTATIONS; LA DEPRESSION NERVEUSE; LES TENTATIVES DE SUICIDE; LA SEROPOSITIVITE POUR LE HIV ET SES CONSEQUENCES ; LE SIDA ET SES CONSEQUENCES ; LES CURES; LES SEJOURS EN MAISONS DE REPOS, DE CONVALESCENCE, DE REEDUCATION ; LES BILANS DE SANTE; LE CHECK-UP; LES FRAIS DE VACCINATION.**
- **LES CONSEQUENCES DES ACCIDENTS CAUSES PAR UNE FAUTE INTENTIONNELLE OU INCONSIDEREE DE L'ASSURE; LA CONSEQUENCE DE LA PARTICIPATION A DES RIXES; LES CONSEQUENCES DE L'USAGE DE MEDICAMENTS, DROGUES OU STUPEFIANTS, NON PRESCRITS MEDICALEMENT; LES CONSEQUENCES DE L'ALCOOLISME OU DE L'IVRESSE, LES DEPENSES MEDICALES NON PRATIQUEES PAR UN MEDECIN OU UN PRATICIEN QUALIFIE.**
- **LES CONSEQUENCES DES ACCIDENTS CAUSES PAR DES CYCLONES, TREMBLEMENTS DE TERRE, ERUPTIONS VOLCANIQUES OU AUTRES CATACLYSMES; LES ACCIDENTS CAUSES PAR LA DESINTEGRATION DU NOYAU ATOMIQUE AINSI QUE LES SINISTRES DUS AUX EFFETS DE RADIATIONS PROVOQUES PAR L'ACCELERATION ARTIFICIELLE DE PARTICULES; LES ACCIDENTS CAUSES PAR DES ACTES DE TERRORISME OU DE SABOTAGE; LES ACCIDENTS CAUSES PAR LA GUERRE ETRANGERE, LA GUERRE CIVILE, LES EMEUTES OU MOUVEMENTS POPULAIRES, DANS LES CONDITIONS PREVUES PAR L'ARTICLE L121 .8 DU CODE DES ASSURANCES. CEPENDANT, LES COUVERTURES S'APPLIQUENT LORSQUE LA PERSONNE ASSUREE EST CONCERNEE DE MANIERE SOUDAIN ET INATTENDUE PAR UNE GUERRE OU UNE GUERRE CIVILE ALORS QU'ELLE VOYAGE A L'ETRANGER. AUCUNE PRETENTION NE SERA TOUTEFOIS PRISE EN COMPTE A DATER DE LA FIN DU 14E JOUR SUIVANT LE MOMENT AUQUEL LA GUERRE OU LA GUERRE CIVILE ONT DEBUTE SUR LE TERRITOIRE DU PAYS DANS LEQUEL LA PERSONNE ASSUREE SEJOURNE.**

L'EXTENSION DE GARANTIE CI-DESSUS NE S'APPLIQUE PAS AUX VOYAGES EFFECTUES A L'INTERIEUR OU AU TRAVERS DE PAYS SUR LE TERRITOIRE DESQUELS SE DEROULENT DEJA DES

EVENEMENTS ASSIMILABLES A LA GUERRE OU A LA GUERRE CIVILE, A MOINS QUE L'ASSURE N'AIT PRIS LES MESURES NECESSAIRES EN MATIERE DE COUVERTURE D'ASSISTANCE SECURITAIRE APPROUVEES PAR L'ASSUREUR OU QUE L'ASSUREUR N'AIT ACCORDE AU PREALABLE CETTE EXTENSION AU-DELA DES 14 JOURS.

- **LES ACCIDENTS DUS A LA PRATIQUE DES SPORTS SUIVANTS: ALPINISME ET VARAPPE; BOBSLEIGH, SKELTON ; PLONGEE SOUS-MARINE ; PARACHUTISME ; TOUT SPORT AERIEN OU NECESSITANT L'UTILISATION D'UN ENGIN A MOTEUR, AINSI QUE TOUTES PARTICIPATIONS A DES COMPETITIONS SPORTIVES A TITRE PROFESSIONNEL. LES DEPENSES RELATIVES A LA CONTRACEPTION, L'IVG, L'ETAT DE GROSSESSE ET TOUTES COMPLICATIONS DUES A CET ETAT, FAUSSE COUCHE, ACCOUCHEMENT ET SUITES (Y COMPRIS CONSULTATIONS, ANALYSES ET ECHOGRAPHIES) NE SONT PAS REMBOURSEES.**
- **EN AUCUN CAS, NOUS NE POUVONS NOUS SUBSTITUER AUX ORGANISMES LOCAUX DE SECOURS D'URGENCE.**

3. GARANTIE RESPONSABILITE CIVILE VIE PRIVEE VOYAGE
(si l'option est mentionnée sur votre attestation)

3.1. Définitions

Dommage corporel : Toute atteinte corporelle subie par une personne physique et les préjudices qui en résultent.

Dommage matériel : Toute détérioration ou destruction d'une chose ou substance. Toute atteinte physique à un animal.

Dommage immatériel consécutif : Tout préjudice pécuniaire qui résulte de la privation de jouissance totale ou partielle d'un bien ou d'un droit, de la perte d'un bénéfice, de la perte de clientèle, de l'interruption d'un service ou d'une activité, et qui est la conséquence directe de dommages corporels ou matériels garantis.

Fait dommageable : Fait qui constitue la cause génératrice du dommage.

Franchise absolue : La somme (ou le pourcentage) qui reste en tout état de cause à la charge de l'Assuré sur le montant de l'indemnité due par l'Assureur.

La franchise s'applique par sinistre, quel que soit le nombre des victimes. Les franchises exprimées en pourcentage s'appliquent au montant de l'indemnité due par l'Assureur.

Pollution accidentelle : L'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse, diffusée par l'atmosphère, le sol ou les eaux, qui résultent d'un événement soudain et imprévu et qui ne se réalisent pas de façon lente, graduelle ou progressive.

Réclamation : Toute demande en réparation amiable ou contentieuse, formée par la victime d'un dommage ou ses ayants droit et adressée à l'Assuré ou à l'Assureur.

Responsabilité civile : Obligation légale qui incombe à toute personne de réparer le dommage qu'elle a causé à autrui.

Sinistre : Tout dommage ou ensemble de dommages causés à des tiers, engageant la responsabilité de l'Assuré, résultant d'un fait dommageable et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations. Le fait dommageable est celui qui constitue la cause génératrice du dommage. Un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique est assimilé à un fait dommageable unique.

Tiers : Toute personne autre que l'Assuré.

Véhicule terrestre à moteur : Engin qui se meut sur le sol (c'est-à-dire autre qu'aérien ou naval), sans être lié à une voie ferrée, automoteur (propulsé par sa propre force motrice) et qui sert au transport de personnes (même s'il ne s'agit que du conducteur) ou de choses.

ASSURANCE-VOYAGE-MONDIALE - CONTRAT GSL N° AST20171371
CONDITIONS GENERALES VALANT NOTICE D'INFORMATION
CONFORMEMENT A L'ARTICLE L141-4 du Code des Assurances

Réf. GSLAST09/21

3.2. Objet de la garantie

L'Assureur garantit l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs, causés aux tiers au cours de sa vie privée.

On entend par vie privée toute activité à caractère non professionnel.

3.3. EXCLUSIONS SPECIFIQUES

SONT EXCLUS :

- LES CONSEQUENCES DE LA FAUTE INTENTIONNELLE DE L'ASSURE.
- LES DOMMAGES CAUSES PAR LA GUERRE CIVILE OU ETRANGERE DECLAREE OU NON, LES EMEUTES ET MOUVEMENTS POPULAIRES, LES ACTES DE TERRORISME, ATTENTATS OU SABOTAGES.
- LES DOMMAGES CAUSES PAR DES ERUPTIONS VOLCANIQUES, TREMBLEMENTS DE TERRE, TEMPETES, OURAGANS, CYCLONES, INONDATIONS, RAZ-DE-MAREE ET AUTRES CATACLYSMES.
- LES DOMMAGES RENDUS INELUCTABLES PAR LE FAIT VOLONTAIRE DE L'ASSURE ET QUI FONT PERDRE AU CONTRAT D'ASSURANCE SON CARACTERE DE CONTRAT ALEATOIRE GARANTISSANT DES EVENEMENTS INCERTAINS (ARTICLE 1964 DU CODE CIVIL).
- L'AMENDE ET TOUTE AUTRE SANCTION PENALE INFLIGEE PERSONNELLEMENT A L'ASSURE.
- LES DOMMAGES OU L'AGGRAVATION DES DOMMAGES CAUSES :
 - PAR DES ARMES OU ENGINS DESTINES A EXPLOSER PAR MODIFICATION DE STRUCTURE DU NOYAU DE L'ATOME, PAR TOUT COMBUSTIBLE NUCLEAIRE, PRODUIT OU DECHET RADIOACTIF,
 - PAR TOUTE SOURCE DE RAYONNEMENTS IONISANTS (EN PARTICULIER TOUT RADIO-ISOTOPE).
- LES CONSEQUENCES DE LA PRESENCE D'AMIANTE OU DE PLOMB DANS LES BATIMENTS OU OUVRAGES APPARTENANT OU OCCUPES PAR L'ASSURE, DE TRAVAUX DE RECHERCHE, DE DESTRUCTION OU DE NEUTRALISATION DE L'AMIANTE OU DU PLOMB, OU DE L'UTILISATION DE PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE OU DU PLOMB.
- LES CONSEQUENCES D'ENGAGEMENTS CONTRACTUELS ACCEPTES PAR L'ASSURE ET QUI ONT POUR EFFET D'AGGRAVER LA RESPONSABILITE QUI LUI AURAIT INCOMBE EN L'ABSENCE DESDITS ENGAGEMENTS.
- AUX ETATS-UNIS D'AMERIQUE ET AU CANADA :
- LES INDEMNITES REPRESSIVES (PUNITIVE DAMAGES) OU DISSUASIVES (EXEMPLARY DAMAGES),
- LES DOMMAGES DE POLLUTION.
- LES DOMMAGES DE LA NATURE DE CEUX VISES A L'ARTICLE L. 211-1 DU CODE DES ASSURANCES SUR L'OBLIGATION D'ASSURANCE AUTOMOBILE ET CAUSES PAR LES VEHICULES TERRESTRES A MOTEUR, LEURS REMORQUES OU SEMI-REMORQUES DONT L'ASSURE A LA PROPRIETE, LA GARDE OU L'USAGE (Y COMPRIS DU FAIT OU DE LA CHUTE DES ACCESSOIRES ET PRODUITS SERVANT A L'UTILISATION DU VEHICULE, ET DES OBJETS ET SUBSTANCES QU'IL TRANSPORTE).
- LES DOMMAGES MATERIELS ET IMMATERIELS CONSECUTIFS, CAUSES PAR UN INCENDIE, UNE EXPLOSION OU UN DEGAT DES EAUX AYANT PRIS NAISSANCE DANS LES BATIMENTS DONT L'ASSURE EST PROPRIETAIRE, LOCATAIRE OU OCCUPANT.
- LES VOLS COMMIS DANS LES BATIMENTS CITES A L'EXCLUSION PRECEDENTE.

- LES DOMMAGES MATERIELS (AUTRES QUE CEUX VISES AUX DEUX EXCLUSIONS PRECEDENTES) ET IMMATERIELS CONSECUTIFS CAUSES AUX BIENS DONT L'ASSURE RESPONSABLE A LA GARDE, L'USAGE OU LE DEPOT.
- LES CONSEQUENCES DE LA NAVIGATION AERIEENNE, MARITIME, FLUVIALE OU LACUSTRE AU MOYEN D'APPAREILS DONT L'ASSURE A LA PROPRIETE, LA GARDE OU L'USAGE.
- LES DOMMAGES CAUSES PAR LES ARMES ET LEURS MUNITIONS DONT LA DETENTION EST INTERDITE ET DONT L'ASSURE EST POSSESEUR OU DETENTEUR SANS AUTORISATION PREFECTORALE.
- LES DOMMAGES FAISANT L'OBJET D'UNE OBLIGATION LEGALE D'ASSURANCE ET RESULTANT DE LA PRATIQUE DE LA CHASSE.
- LES DOMMAGES CAUSES PAR LES ANIMAUX AUTRES QUE DOMESTIQUES.
- LES DOMMAGES CAUSES PAR LES CHIENS DE PREMIERE CATEGORIE (CHIENS D'ATTAQUE) ET DE DEUXIEME CATEGORIE (CHIENS DE GARDE ET DE DEFENSE), DEFINIS A L'ARTICLE 211-1 DU CODE RURAL, ET PAR LES ANIMAUX D'ESPECE SAUVAGE APPRIVOISES OU TENUS EN CAPTIVITE, MENTIONNES A L'ARTICLE 212-1 DU CODE RURAL, ERRANTS OU NON, DONT L'ASSURE EST PROPRIETAIRE OU GARDIEN (LOI N° 99-5 DU 6 JANVIER 1999 RELATIVE AUX ANIMAUX DANGEREUX ET ERRANTS ET A LA PROTECTION DES ANIMAUX).
- LES CONSEQUENCES :
 - DE L'ORGANISATION DE COMPETITIONS SPORTIVES;
 - DE LA PRATIQUE DE SPORTS EN TANT QUE TITULAIRE DE LA LICENCE D'UNE FEDERATION SPORTIVE ;
 - DE LA PRATIQUE DE SPORTS AERIENS OU NAUTIQUES.

Il est précisé que pour tous sinistres survenant aux USA, CANADA, les frais d'honoraires d'expertise, d'avocat, de justice et de procès, sont compris dans le montant des garanties et soumis à l'application de la franchise.

3.4. Période de garantie

La garantie du présent contrat est déclenchée par le fait dommageable et couvre l'Assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable survient entre la prise d'effet initiale de la garantie et sa date de résiliation ou d'expiration, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs du sinistre (article L. 124-5 du Code des assurances).

3.5. Montant des garanties

Les montants de garantie exprimés par sinistre constituent la limite de l'engagement de l'Assureur pour l'ensemble des réclamations relatives au même fait dommageable.

La date du sinistre est celle du fait dommageable. Les conditions et montants de garantie sont ceux en vigueur à cette date.

Le montant de la garantie est fixé tel que ci-après :

Responsabilité Civile Vie Privée	
Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs <i>Dont</i> <i>Dommages matériels et immatériels consécutifs avec une franchise</i>	3 000 000 € par sinistre
<i>Dommages corporels et immatériels consécutifs</i>	30 000 € par sinistre
<i>Dommages corporels et immatériels consécutifs</i>	3 000 000 € par sinistre
Franchise absolue	80 € par sinistre

ASSURANCE-VOYAGE-MONDIALE - CONTRAT GSL N° AST20171371
CONDITIONS GENERALES VALANT NOTICE D'INFORMATION
CONFORMEMENT A L'ARTICLE L141-4 du Code des Assurances

Réf. GSLAST09/21

3.6. Ce que vous devez faire en cas de sinistre

Vous ne devez accepter aucune reconnaissance de responsabilité, ni aucune transaction sans notre accord. Toutefois, l'aveu d'un fait matériel ou l'exécution d'un simple devoir d'assistance ne constitue pas une reconnaissance de responsabilité.

Vous devez nous déclarer le sinistre, par écrit, dans les **cinq jours ouvrés du jour où vous en avez eu connaissance, sauf cas fortuit ou de force majeure.**

Passé ce délai, si nous subissons un préjudice du fait de la déclaration tardive, vous perdez tout droit à indemnité.

En cas de procédure engagée contre vous, vous nous donnez tout pouvoir pour diriger le procès et exercer toute voie de recours devant les juridictions civiles ou pour nous associer à votre défense et exercer les voies de recours sur les intérêts civils devant les juridictions pénales.

Vous devez en outre :

- Indiquer à l'Assureur dans le plus bref délai les circonstances du sinistre, ses causes connues ou présumées, la nature et le montant approximatif des dommages.
- Prendre toutes mesures propres à limiter l'ampleur des dommages déjà connus et à prévenir la réalisation d'autres dommages.
- Transmettre à l'Assureur, dans le plus bref délai, tous avis, convocations, assignations, actes extrajudiciaires et pièces de procédure qui vous sont adressés, remis ou signifiés.

En cas de retard dans la transmission de ces pièces, nous pouvons vous réclamer une indemnité proportionnée au préjudice subi par nous (article L 113-11 du Code des assurances).

Si vous manquez à vos obligations postérieurement au sinistre, nous indemnisons les tiers lésés ou leurs ayants droit, mais nous pouvons agir contre vous pour recouvrer les sommes versées.

4. RETARD D'AVION

(si l'option est mentionnée sur votre attestation)

L'Assureur garantit le remboursement des dépenses engagées par l'Assuré, **à hauteur du montant indiqué au tableau des garanties**, consistant en frais de repas, rafraichissements, frais d'hôtels, frais de transfert, frais de communications téléphoniques, en cas de retard d'avion et sous réserve que ce retard soit de plus de **Six heures** par rapport à l'heure initiale d'arrivée portée sur le titre de transport et dans les seuls cas suivants :

- retard ou annulation d'un vol régulier ;
- non admission à bord par manque de places sous réserve qu'aucun moyen de transport de remplacement n'est mis à sa disposition dans un délai de **Six Heures**.

Seuls feront l'objet de la garantie, les vols réguliers des compagnies aériennes dont les horaires sont publiés. En cas de contestation, le "ABC World Airways Guide" sera considéré comme ouvrage de référence pour déterminer l'horaire des vols et des correspondances.

DEMEURENT EXCLUS DE LA GARANTIE :

- **TOUT RETARD DU A UNE GREVE.**
- **TOUT RETARD DU A UN RETRAIT TEMPORAIRE OU DEFINITIF D'UN AVION QUI AURAIT ETE ORDONNE PAR LES AUTORITES DE POLICE OU MILITAIRES, LES AUTORITES AEROPORTUAIRES, LES AUTORITES DE L'AVIATION CIVILE.**
- **LES CONSEQUENCES DE LA FAUTE INTENTIONNELLE DES PERSONNES PHYSIQUES AYANT LA QUALITE D'ASSURE.**

DECLARATION EN CAS DE SINISTRE :

Pour que les remboursements soient effectués, l'Assuré doit obligatoirement fournir à l'Assureur les originaux de tous les justificatifs des frais engendrés par lesdits incidents.

5. GARANTIES REFUS DE VISA ET REMBOURSEMENT DE PRIME SUITE A REFUS DE VISA

(si l'option est mentionnée sur votre attestation)

5.1 REFUS DE VISA

Suite à un refus de visa de la part des autorités auprès desquelles la demande a été effectuée, sont pris en charge les frais engagés pour cette demande de visa dans la limite de 50 Euros.

Pour la prise en charge vous devez nous transmettre l'ensemble des documents justifiant la demande de visa et des frais engagés ainsi que la notification de refus.

5.2 REMBOURSEMENT DE LA PRIME SUITE A REFUS DE VISA

Suite à un refus de visa dûment justifié, nous vous remboursons la prime d'assurance que vous avez payée pour l'obtention de ce visa.

6. BAGGAGES, OBJETS et EFFETS PERSONNELS, MATERIEL PROFESSIONNEL

(si l'option est mentionnée sur votre attestation)

L'Assureur garantit les conséquences de vol, perte ou destruction de leurs bagages, objets et effets personnels, matériel professionnel dans les circonstances suivantes :

- vol ou perte pendant leur acheminement lorsqu'ils ont été confiés à une entreprise de transport;
- vol, pendant le séjour, à la suite de l'effraction des locaux ou du véhicule où ils se trouvent ou d'une agression sur la personne les transportant;
- destruction totale ou partielle résultant d'un incendie, d'une explosion, d'un dégât des eaux ou d'un phénomène naturel.
- d'une perte due à un événement naturel (tempête, trombe, ouragan, cyclone)

Le montant de la garantie est fixé au tableau des garanties.

Les vols doivent avoir fait l'objet d'une déclaration à une autorité compétente (police, gendarmerie, compagnie de transport, commissaire de bord).

6.1. BAGGAGES, OBJETS DE VALEUR ET MATERIEL PROFESSIONNEL

Objets assurés

Valises, malles, bagages à main, ainsi que leur contenu pour autant qu'il s'agisse de vêtements, d'effets, d'objets personnels et objets de valeur emportés ou acquis par l'Assuré au cours du voyage garanti.

Objets de valeur

Les bijoux, objets façonnés avec du matériel précieux, pierres précieuses, perles, montres, fourrures, matériels cinématographiques, photographiques, informatiques.

Matériel Professionnel

Objets confiés à l'Assuré par son employeur dans le cadre de son activité professionnelle.

LIMITES DE LA GARANTIE

- Pour les objets précieux, perles, bijoux, montres, fourrures, ainsi que pour tout appareil de reproduction du son et/ou de l'image et leurs accessoires et les micro-ordinateurs portables, la valeur de remboursement ne peut en aucun cas excéder 30 % du montant du capital garanti.
- Si une voiture particulière est utilisée, les vols ne sont couverts qu'à condition que les bagages et effets personnels soient contenus dans le coffre du véhicule fermé à clé et à l'abri des regards. Lorsque le véhicule est garé sur la voie publique, la garantie n'est acquise qu'entre 7 h 00 et 22 h 00.

ASSURANCE-VOYAGE-MONDIALE - CONTRAT GSL N° AST20171371
CONDITIONS GENERALES VALANT NOTICE D'INFORMATION
CONFORMEMENT A L'ARTICLE L141-4 du Code des Assurances

Réf. GSLAST09/21

EXCLUSIONS SPECIFIQUES

SONT EXCLUS :

- **LES DOMMAGES RESULTANT DE LA DECISION D'UNE AUTORITE PUBLIQUE OU GOUVERNEMENTALE.**
- **LES DOMMAGES RESULTANT DU VICE PROPRE DE LA CHOSE ASSUREE, DE SON USURE NORMALE OU DE SA VETUSTE, DE MOUILLAGE OU DE COULAGE DE LIQUIDES, DE MATIERES GRASSES, COLORANTES OU CORROSIVES FAISANT PARTIE DES BAGAGES GARANTIS.**
- **LES ESPECES, CHEQUIERS, CARTES MAGNETIQUES OU DE CREDIT, BILLETS DE TRANSPORT, TITRES ET VALEURS, DOCUMENTS ENREGISTRES SUR BANDES OU FILMS, DOCUMENTS EN PAPIER DE TOUTES SORTES, LES CLES.**
- **LES INSTRUMENTS DE MUSIQUE, OBJETS D'ART, ANTIQUITES, COLLECTIONS ET MARCHANDISES.**
- **LES ACCESSOIRES AUTOMOBILE, VELOS, PLANCHES A VOILE ET D'UNE MANIERE GENERALE, LES MOYENS DE TRANSPORT ET MATERIELS DE SPORT DE TOUTE NATURE.**
- **LES LUNETTES, VERRES DE CONTACT, LES PROTHESES ET APPAREILLAGES DE TOUTE NATURE.**
- **LE VOL DES BAGAGES, EFFETS ET OBJETS PERSONNELS LAISSES SANS SURVEILLANCE DANS UN LIEU PUBLIC OU ENTREPOSES DANS UN LOCAL MIS A LA DISPOSITION COMMUNE DE PLUSIEURS PERSONNES.**
- **LE VOL COMMIS PAR LES PREPOSES DANS L'EXERCICE DE LEUR FONCTION.**
- **LE VOL DES BIJOUX LORSQU'ILS N'ONT PAS ETE PLACES DANS UN COFFRE DE SURETE FERME A CLE, ALORS QU'ILS NE SONT PAS PORTES.**
- **LES CONSEQUENCES DE LA FAUTE INTENTIONNELLE DES PERSONNES PHYSIQUES AYANT LA QUALITE D'ASSURE.**
- **LES DOMMAGES OU PERTES OCCASIONNES PAR LA GUERRE CIVILE OU ETRANGERE, DECLAREE OU NON (ARTICLE L.121-8 DU CODE), A MOINS QUE LA RESPONSABILITE DE L'ASSURE NE SOIT ETABLIE A L'OCCASION DE CES EVENEMENTS.**
- **LES DOMMAGES OU PERTES OCCASIONNES PAR DES TREMBLEMENTS DE TERRE, RAZ-DE-MAREE, ERUPTIONS VOLCANIQUES OU AUTRES CATACLYSMES.**

Toutefois, sont garantis :

- les effets des catastrophes naturelles conformément aux articles L.125-1 à L.125-6 du code ;
- les effets du vent dû aux tempêtes, ouragans et cyclones, conformément à l'article L.122-7 du code.
- **LES DOMMAGES OU L'AGGRAVATION DES DOMMAGES CAUSES :**
 - **PAR DES ARMES OU ENGINS DESTINES A EXPLOSER PAR MODIFICATION DE STRUCTURE DU NOYAU DE L'ATOME,**
 - **PAR TOUT COMBUSTIBLE NUCLEAIRE, PRODUIT OU DECHET RADIOACTIF,**
 - **PAR TOUTE AUTRE SOURCE DE RAYONNEMENTS IONISANTS (EN PARTICULIER TOUT RADIO-ISOTOPE).**
- **LES FAITS GENERATEURS, DOMMAGES OU PERTES DONT L'ASSURE A CONNAISSANCE LORS DE LA SOUSCRIPTION DU CONTRAT COMME ETANT SUSCEPTIBLES D'EN ENTRAÎNER L'APPLICATION.**

MODE D'INDEMNISATION

L'Assuré est indemnisé sur justificatifs et sur la base de la valeur de remplacement par des objets équivalents et de même nature, vétusté déduite.

La première année suivant l'achat, le remboursement sera calculé à hauteur de 75 % du prix d'achat. A partir de la deuxième année suivant l'achat, le remboursement sera réduit de 10 % par an.

OBLIGATIONS DE L'ASSURE EN CAS DE SINISTRE

La déclaration de sinistre du participant doit être accompagnée des éléments suivants :

- l'original du récépissé de dépôt de plainte ou de déclaration de vol ou de perte délivré par l'autorité de police compétente;
- les bulletins de réserve auprès du transporteur lorsque les bagages ou objets se sont égarés pendant la période où ils se trouvaient sous la garde juridique de celui-ci;

Tous documents en sa possession justifiant de l'existence et de la valeur des biens au moment du sinistre, ainsi que de l'importance des dommages.

RECUPERATION DES BAGAGES, OBJETS OU EFFETS PERSONNELS

Dès qu'il en est informé, l'Assuré doit en aviser l'Assureur par lettre recommandée.

Si l'indemnité n'a pas encore été réglée, l'Assuré doit reprendre possession desdits bagages, objets ou effets personnels ; l'Assureur est alors tenu au paiement des détériorations ou manquants éventuels. Si l'indemnité a déjà été versée, l'Assuré peut opter, dans un délai de quinze jours :

- soit pour l'abandon desdits bagages, objets ou effets personnels au profit de l'Assureur ;
- soit pour la reprise desdits bagages, objets ou effets personnels moyennant la restitution de l'indemnité que l'Assuré a reçue, déduction faite, le cas échéant, de la partie de cette indemnité correspondant aux détériorations ou manquants.

Si l'Assuré n'a pas fait connaître son choix dans un délai de quinze jours, l'Assureur considère que l'Assuré a opté pour l'abandon.

RETARD DE LIVRAISON DES BAGAGES

L'Assureur garantit le remboursement des achats de première nécessité (vêtements, articles de toilette, etc.) strictement nécessaires, à **hauteur du montant indiqué au tableau des garanties**, en cas de retard de livraison de bagages de **plus de vingt-quatre heures** à compter de l'heure d'arrivée du vol aller, lorsque ces bagages ont été dûment enregistrés et placés sous la responsabilité de ladite compagnie aérienne sur laquelle l'Assuré effectue son voyage.

L'indemnité versée au titre de cette garantie viendra en déduction de celle qui pourrait être versée au titre de la garantie *"Bagages, Objets et effets personnels"* si elle a été souscrite et si les bagages n'étaient pas retrouvés.

PERTE OU VOL DE PAPIERS D'IDENTITE

L'Assureur garantit les frais de reconstitution de passeport, carte grise, permis de conduire, carte de séjour, à la suite d'un vol ou d'une perte durant le déplacement effectué par l'Assuré.

Le montant de la garantie est fixé au tableau des garanties.

DEMEURENT EXCLUS DE LA GARANTIE LES CONSEQUENCES DE LA FAUTE INTENTIONNELLE DES PERSONNES PHYSIQUES AYANT LA QUALITE D'ASSURE.

DECLARATION EN CAS DE SINISTRE PERTE, DÉTÉRIORATION, VOL OU DESTRUCTION DES BAGAGES

- L'Assuré doit obligatoirement déposer plainte pour perte, détérioration, vol ou destruction des bagages auprès des autorités locales compétentes dans un délai de Vingt Quatre Heures suivant la date du sinistre.
- L'original du récépissé de dépôt de plainte ainsi qu'une déclaration circonstanciée doit être transmise à l'Assureur dans un délai maximum de Dix Jours.
- L'Assuré doit obligatoirement déposer une réclamation pour perte, détérioration, vol ou destruction des bagages auprès du

ASSURANCE-VOYAGE-MONDIALE - CONTRAT GSL N° AST20171371
CONDITIONS GENERALES VALANT NOTICE D'INFORMATION
CONFORMEMENT A L'ARTICLE L141-4 du Code des Assurances

Réf. GSLAST09/21

transporteur dans un délai de Vingt Quatre Heures suivant la date du sinistre.

- L'Assuré fournira le bulletin de réserve auprès du transporteur lorsque les bagages ou les objets se sont égarés pendant la période où ils se trouvaient sous la garde juridique de celui-ci.
- En cas de vol de bagages dans le coffre de son véhicule, l'Assuré est tenu d'apporter la preuve de l'effraction (photographie des dommages, facture de réparation de serrure).
- L'Assuré est tenu d'apporter à l'Assureur tous les justificatifs permettant de vérifier ou d'estimer le dommage (photographie du bagage endommagé, facture) ainsi que tout document que l'Assureur se réserve le droit de réclamer.
- Dans tous les cas, un courrier attestant de la date, du lieu de l'achat ainsi que la facture originale ou le pro-format de la facture.
- En ce qui concerne les objets de valeur et les bijoux, l'Assuré doit impérativement produire à l'Assureur, les factures originales, l'original du certificat de garantie, l'acte notarié si la possession de ces objets sont la conséquence d'un héritage, l'estimation d'un expert si ces objets ont été expertisés faute de facture.

7. REMBOURSEMENT DE BILLETTERIE

(annulation de voyage - si l'option est mentionnée sur votre attestation et souscrite au moins 15 jours avant la date de départ en voyage)

L'Assureur indemnise l'Assuré des frais d'annulation de billetterie sur justificatifs, pour le cas où l'Assuré serait dans l'incapacité d'effectuer son voyage à la suite des événements suivants :

- décès de l'Assuré ;
- décès de la personne vivant avec lui, d'un ascendant ou descendant au premier degré, dans les quinze jours qui précèdent la date du voyage ;
- décès d'un collègue de travail du même service obligeant l'Assuré à rester sur son lieu de travail habituel afin de pallier à cette absence et survenant dans les quinze jours qui précèdent la date du voyage ;
- accident ou maladie (toute atteinte corporelle non intentionnelle de la part de l'Assuré ou altération de santé constatée médicalement, nécessitant des soins médicaux et la cessation de toute activité professionnelle) de l'Assuré ;
- vol des papiers d'identité nécessaires au voyage dans les quarante-huit heures précédant le voyage ;
- refus de visa par les autorités du pays, sous réserve qu'aucune demande n'ait été refusée à l'Assuré antérieurement par les autorités de ce même pays ;
- empêchement professionnel majeur dans le cadre d'opération de rachat, de mise en redressement judiciaire, de liquidation, sous réserve que l'Assuré soit, directement impliquée(s) dans ces opérations ;
- événement à caractère catastrophique atteignant l'Assuré.

NE SONT PAS GARANTIS :

- **LES ACCIDENTS ET MALADIES DONT LA PREMIERE CONSTATATION A ETE FAITE AVANT LA RESERVATION DU BILLET.**
- **LE SUICIDE, LA TENTATIVE DE SUICIDE.**
- **L'IVRESSE OU L'USAGE DE STUPEFIANTS OU DE MEDICAMENTS NON PRESCRITS PAR UNE AUTORITE MEDICALE COMPETENTE.**
- **LES TROUBLES PSYCHOLOGIQUES OU PSYCHIATRIQUES.**
- **LA GROSSESSE, QU'ELLE SOIT NORMALE OU PATHOLOGIQUE, L'ACCOUCHEMENT ET SES SUITES.**
- **LES CONSEQUENCES DE LA FAUTE INTENTIONNELLE DES PERSONNES PHYSIQUES AYANT LA QUALITE D'ASSURE.**

- **UN TRAITEMENT ESTHETIQUE, UNE CURE, UNE INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE, UNE FECONDATION IN VITRO ET SES CONSEQUENCES ;**
- **UNE MALADIE PSYCHIQUE OU MENTALE OU DEPRESSIVE SANS HOSPITALISATION OU ENTRAINANT UNE HOSPITALISATION INFÉRIEURE A 3 JOURS ;**
- **DES EPIDEMIES ;**
- **UN OUBLI DE VACCINATION.**

Il est précisé que les causes d'annulation ou de modification du voyage ci-après ne donnent pas lieu à garantie :

- **LA GREVE OU LE BLOCUS.**
- **LA PANNE DU MOYEN DE TRANSPORT PREVU.**
- **LE RETARD OU LA SUPPRESSION D'UN AUTRE MOYEN DE TRANSPORT PREVU POUR SE RENDRE A L'AEROPORT.**
- **LA NON PRESENTATION, QU'ELLE QU'EN SOIT LA RAISON, D'UN DOCUMENT EXIGIBLE POUR PRENDRE LE MOYEN DE TRANSPORT PREVU.**
- **TOUTE DECISION RELEVANT DU TRANSPORTEUR OU DU VOYAGISTE.**

La garantie prend effet dès la réservation des billets et paiement au moyen d'une carte bancaire, elle prend fin au départ du voyage.

Le montant de la garantie est fixé au tableau des garanties.

DECLARATION EN CAS DE SINISTRE ANNULATION DE BILLETTERIE

Le Souscripteur doit avertir le voyageur de l'annulation dès la survenance de l'événement garanti.

La déclaration de cette annulation doit être faite à l'Assureur dans les **Quarante Huit Heures** qui suivent la demande d'annulation auprès du voyageur (« Tour Opérateur » ou Compagnie de Transport). Le remboursement de l'Assureur est calculé par rapport au barème des frais d'annulation en vigueur à la date de la première constatation de l'événement entraînant la garantie.

Le Souscripteur doit transmettre à l'Assureur :

- Le justificatif du paiement par carte bancaire
- Les coordonnées du voyageur.
- La copie du contrat signé auprès du voyageur ainsi que tous les documents nécessaires à l'évaluation du préjudice.
- Le motif précis motivant l'annulation ainsi que tous les justificatifs nécessaires tels que, selon la nature de l'événement : le certificat de décès, la preuve du lien familial unissant l'Assuré à la victime, le bulletin de séjour en établissement de soins, la copie de la convocation à un tribunal, l'original du récépissé de dépôt de plainte en cas de vol des papiers ou la copie de la déclaration de sinistre en cas de dommages graves au domicile.

Passé ce délai de Quarante Huit Heures, si l'Assureur subit un quelconque préjudice du fait de la déclaration tardive, le Souscripteur perd tout droit à indemnité.

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

CONDITION DE MODIFICATION OU D'ANNULATION DU CONTRAT

Toute demande de remboursement occasionnée par une modification des dates concernant la durée de votre contrat assurance voyage sera uniquement prise en compte si le montant à rembourser est supérieur à 25 € et que vous pouvez fournir la copie du titre de transport justifiant de cette modification.

PRISE D'EFFET ET DUREE DU CONTRAT

Le contrat prend effet à la date et pour la durée indiquée sur l'attestation d'assurance, sous réserve du paiement de la cotisation. Le contrat est conclu pour une durée ferme sans tacite reconduction et ne peut être résilié et remboursé en cours de période.

ASSURANCE-VOYAGE-MONDIALE - CONTRAT GSL N° AST20171371
CONDITIONS GENERALES VALANT NOTICE D'INFORMATION
CONFORMEMENT A L'ARTICLE L141-4 du Code des Assurances

Réf. GSLAST09/21

DELAIS ET MODALITES DE DECLARATION DES SINISTRES

Soit par écrit, soit verbalement contre récépissé au siège de la compagnie ou chez le représentant de la compagnie indiquée aux conditions générales à partir du moment où vous avez connaissance du sinistre.

Vous devez déclarer le sinistre dans les 5 jours ouvrés. Si cette condition n'était pas respectée, nous pourrions être déchargés de toute obligation de remboursement.

Si les dommages ne peuvent être déterminés de gré à gré, ils sont évalués par la voie d'une expertise amiable et obligatoire, sous réserve de nos droits respectifs. Chacun de nous choisit son expert. Si ces experts ne sont pas d'accord entre eux, ils font appel à un troisième, et tous trois opèrent en commun et à la majorité des voix.

Faute par l'un de nous de nommer un expert ou par les deux experts de s'entendre sur le choix du troisième, la nomination est faite par le Président du Tribunal de Grande Instance du lieu de domicile du souscripteur. Cette nomination est faite sur simple requête signée au moins par l'un d'entre nous, celui n'ayant pas signé est convoqué à l'expertise par lettre recommandée.

Chacun prend à sa charge les frais et honoraires de son expert et le cas échéant, la moitié de ceux du troisième.

PRESCRIPTION

Conformément aux articles L 114-1 et L 114-2 du Code des Assurances, toutes les actions dérivant du présent contrat sont prescrites, c'est-à-dire ne peuvent plus être exercées au-delà de **Deux Ans** à compter de l'événement qui leur donne naissance.

Toutefois ce délai ne court pas :

- En cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque couru que du jour où l'Assureur en a eu connaissance,
- En cas de sinistre, que du jour où les Bénéficiaires en ont eu connaissance s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

La prescription est portée à **Dix Ans** en cas de garantie contre les accidents atteignant les personnes, lorsque les Bénéficiaires sont les Ayants Droit de l'Assuré décédé.

INFORMATIONS NOMINATIVES

Des données à caractère personnel sont recueillies à différentes étapes de nos activités commerciales ou d'assurance concernant les assurés ou les personnes parties ou intéressées aux contrats. Ces données sont traitées dans le respect des réglementations, et notamment des droits des personnes.

Vos droits sur les données personnelles :

Vous disposez de droits sur vos données que vous pouvez exercer facilement :

- droit de prendre connaissance des informations dont nous disposons et de demander à les compléter ou les corriger (droits d'accès et de rectification).
- droit de demander l'effacement de vos données ou d'en limiter l'utilisation (droits de suppression des données ou de limitation).
- droit de vous opposer à l'utilisation de vos données, notamment concernant la prospection commerciale (droit d'opposition).
- droit de récupérer les données que vous nous avez personnellement fournies pour l'exécution de votre contrat ou pour lesquelles vous avez donné votre accord (droit à la portabilité des données).
- droit de définir des directives relatives à la conservation, l'effacement et la communication de vos données après votre décès.

Toute demande concernant vos données personnelles peut être adressée au correspondant Relais Informatique et Liberté de GROUPE SPECIAL LINES à l'adresse : 6/8 rue Jean Jaurès – 92800 PUTEAUX ou par mail : reclamations@groupepeciallines.fr ; et/ou au Délégué à la Protection des Données de GROUPAMA en écrivant

Groupe Special Lines

6-8 rue Jean Jaurès 92800 Puteaux | S.A.S. au capital de 100 000 EUR dont Groupama Rhône Alpes Auvergne détient plus de 10% des parts et des droits de vote | 820 232 163 R.C.S. Nanterre Intermédiaire immatriculé à l'ORIAS sous le N°16003981 (<http://www.orient.fr>) | Sous le contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, 4 Place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris Cedex 09.

à « GROUPAMA SA – Correspondant Informatique et Libertés - 8-10, rue d'Astorg, 75383 Paris » ou par mail à contactdpo@groupama.com.

Vous pouvez également déposer une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et Libertés (CNIL) si vous estimez que nous avons manqué à nos obligations concernant vos données.

Protection des données personnelles et Assurance

Pourquoi collectons-nous des données personnelles ?

Les données recueillies par Groupe Special Lines à différentes étapes de la souscription ou de la gestion des contrats d'assurance sont nécessaires aux objectifs suivants :

- Passation, gestion, exécution des contrats d'assurance ou d'assistance

Les données recueillies pour la passation, la gestion et l'exécution des contrats, vous concernant ou concernant les personnes parties, intéressées ou intervenant au contrat, ont pour objectifs :

- L'étude des besoins en assurance afin de proposer des contrats adaptés à chaque situation
- L'examen, l'acceptation, le contrôle et la surveillance du risque
- La gestion des contrats (de la phase précontractuelle à la résiliation du contrat), et l'exécution des garanties du contrat,
- La gestion des clients
- L'exercice des recours, et la gestion des réclamations et des contentieux
- L'élaboration des statistiques et études actuarielles
- La mise en place d'actions de prévention
- Le respect d'obligations légale ou réglementaire
- La conduite d'activités de recherche et développement dans le cadre de la vie du contrat

Des données de santé sont susceptibles d'être traitées dès lors qu'elles sont nécessaires à la passation, la gestion ou l'exécution des contrats d'assurance ou d'assistance. Ces informations sont traitées dans le respect de la confidentialité médicale et avec votre accord.

En cas de conclusion d'un contrat, les données sont conservées pour la durée du contrat ou des sinistres, et jusqu'à expiration des délais légaux de prescription.

En l'absence de conclusion d'un contrat (données prospects) :

- les données de santé sont conservées 5 ans maximum à des fins probatoires ;
- les autres données pourront être conservées 3 ans maximum.

- Prospection commerciale

Groupe Special Lines et les entreprises du Groupe Groupama (Assurance, et Services), ont un intérêt légitime à mener des actions de prospection vers leurs clients ou prospects, et mettent en œuvre des traitements nécessaires à :

- La réalisation d'opérations relatives à la gestion des prospects
- L'acquisition, cession, location ou échange des données relatives aux clients ou prospects dans le respect des droits des personnes
- La conduite d'activités de recherche et développement dans le cadre des activités de gestion de la clientèle et de prospection

L'utilisation de certains moyens pour la réalisation des opérations de prospection est faite sous réserve de l'obtention de l'accord des prospects. Il s'agit de :

- l'utilisation de votre adresse email ou de votre numéro de téléphone pour la prospection électronique ;
- l'utilisation de vos données de navigation pour vous proposer des offres adaptées à vos besoins ou à vos centres d'intérêt (voir notice cookies pour en savoir plus) ;
- la communication de vos données à des partenaires.

ASSURANCE-VOYAGE-MONDIALE - CONTRAT GSL N° AST20171371
CONDITIONS GENERALES VALANT NOTICE D'INFORMATION
CONFORMEMENT A L'ARTICLE L141-4 du Code des Assurances

Réf. GSLAST09/21

Toute personne peut s'opposer à tout moment à la réception de publicités par courrier, email ou téléphone auprès de nos services (voir ci-avant vos droits).

Lutte contre la fraude à l'assurance

L'assureur, qui a pour obligation de protéger la mutualité des assurés et éviter la prise en charge de demandes injustifiées, a un intérêt légitime à lutter contre les fraudes.

Des données personnelles (y compris des données de santé) pourront donc être utilisées pour prévenir, détecter et gérer les fraudes quel qu'en soit l'auteur. Ces dispositifs de lutte contre la fraude peuvent conduire à l'inscription sur une liste de personnes présentant un risque de fraude.

L'Agence pour la Lutte contre la Fraude à l'Assurance (Alfa) peut être destinataire de données à cette fin.

Les droits sur ces données peuvent être exercés à tout moment par courrier à ALFA, 1, rue Jules Lefebvre – 75431 Paris Cedex 09.

Les données traitées pour la lutte contre la fraude sont conservées 5 ans maximum à compter de la clôture du dossier de fraude. En cas de procédure judiciaire, les données seront conservées jusqu'à la fin de la procédure, et expiration des prescriptions applicables.

Les personnes inscrites sur une liste de fraudeurs présumés, seront désinscrites, passé le délai de 5 ans à compter l'inscription sur cette liste.

Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

Pour répondre à ses obligations légales, l'Assureur met un œuvre des dispositifs de surveillance destinés à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et permettre l'application de sanctions financières.

Les données utilisées à cette fin sont conservées 5 ans à compter de clôture du compte ou de la fin de la relation avec l'assureur. Celles relatives aux opérations réalisées par les personnes sont conservées 5 ans à compter de leur exécution y compris en cas de clôture du compte ou de fin de la relation avec l'assureur.

TRACFIN peut être destinataire d'informations à cette fin.

Conformément au Code monétaire et financier, le droit d'accès à ces données s'exerce auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et Libertés (voir cnil.fr).

Transferts d'informations hors de l'Union Européenne :

Les données personnelles sont traitées au sein de l'Union Européenne. Toutefois, des données peuvent faire l'objet de transferts vers des pays hors Union Européenne, dans le respect des règles de protection des données et encadrées par des garanties appropriées (ex : clauses contractuelles types de la commission européenne, pays présentant un niveau de protection des données reconnu comme adéquat...).

Ces transferts peuvent être effectués pour l'exécution des contrats, la lutte contre la fraude, le respect d'obligations légales ou réglementaires, la gestion d'actions ou contentieux permettant notamment à l'Assureur d'assurer la constatation, l'exercice ou la défense de ses droits en justice ou pour les besoins de la défense des personnes concernées. Certaines données, strictement nécessaires à la mise en œuvre des prestations d'assistance, peuvent aussi être transmises hors de Union Européenne dans l'intérêt de la personne concernée ou de la sauvegarde de la vie humaine.

A qui sont communiquées ces informations ?

Les données à caractère personnel traitées sont destinées, dans la limite de leurs attributions,

- aux services de Groupe Special Lines ou des entreprises du Groupe Groupama en charge des relations commerciales et de la gestion des contrats, de lutte contre la fraude ou de la lutte

contre le blanchiment et le financement du terrorisme, de l'audit et du contrôle.

- Ces informations peuvent également être communiquées, dès lors que cela est nécessaire, à nos réassureurs, intermédiaires, partenaires, et sous-traitants, ainsi qu'aux organismes susceptibles d'intervenir dans l'activité d'assurance, tels les organismes publics ou autorités de tutelles, ou les organismes professionnels (dont ALFA à des fins de lutte contre la fraude et TRACFIN pour la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme).

Les informations relatives à votre santé sont exclusivement destinées aux médecins-conseil de l'Assureur ou d'autres entités du Groupe, à son service médical ou à des personnes internes ou externes habilitées spécifiquement (notamment nos experts médicaux).

SUBROGATION DANS VOS DROITS ET ACTIONS

Conformément aux dispositions de l'article L.121-12 du Code des Assurances, GROUPAMA est subrogée, jusqu'à concurrence de l'indemnité versée par elle, dans les droits et actions de l'Assuré à l'égard des Tiers.

Si nous ne pouvons plus exercer cette action, par votre fait, nous pouvons être déchargés de tout ou partie de nos obligations envers vous.

SANCTIONS APPLICABLES EN CAS DE FAUSSE DECLARATION A LA SOUSCRIPTION

Toute réticence ou fausse déclaration, toute omission ou inexactitude dans la déclaration du risque est sanctionnée dans les conditions prévues par les articles L 113-8 et L 113-9 du Code des assurances :

- **en cas de mauvaise foi de votre part: par la nullité du contrat;**
- **si votre mauvaise foi n'est pas établie: par une réduction de l'indemnité en proportion de la prime payée par rapport à la prime qui aurait été due si le risque avait été complètement et exactement déclaré**

SANCTIONS APPLICABLES EN CAS DE FAUSSE DECLARATION AU MOMENT DU SINISTRE

Toute fraude, réticence ou fausse déclaration intentionnelle de votre part sur les circonstances ou les conséquences d'un sinistre entraîne la perte de tout droit à prestation ou indemnité pour ce sinistre.

POUR TOUTE DEMANDE D'ASSISTANCE RAPATRIEMENT

Pour toutes demandes d'Assistance, l'Assuré (ou toute personne agissant en son nom) doit contacter GROUPAMA Assistance en rappelant la référence du contrat GSL (voir la lettre carte d'Assistance annexée au présent Contrat) :

Téléphone depuis la France : 01.55.98.57.35

Téléphone depuis l'étranger : (+33) 1.55.98.57.35

L'équipe GROUPAMA Assistance est joignable 7 jours sur 7, 24h sur 24

POUR TOUTE DEMANDE DE REMBOURSEMENT DE FRAIS DE SANTE ET HOSPITALISATION

Contacter OPRA, en écrivant à :

claim@assurance-voyage-mondiale.com, ou par courrier à l'adresse:

ASSURANCE VOYAGE MONDIALE
900 CHEMIN DE L'AUMONE VIELLE
L'ANGEVINIERE BAT B2
13400 AUBAGNE - FRANCE

Ou par téléphone :

- Depuis la France : 04.86.51.05.05
- Depuis l'étranger : (+33) 4.86.51.05.05

ASSURANCE-VOYAGE-MONDIALE - CONTRAT GSL N° AST20171371
CONDITIONS GENERALES VALANT NOTICE D'INFORMATION
CONFORMEMENT A L'ARTICLE L141-4 du Code des Assurances

Réf. GSLAST09/21

POUR TOUT AUTRE SINISTRE

Contactez OPRA, en écrivant à :

claim@assurance-voyage-mondiale.com, ou par courrier à l'adresse:

ASSURANCE VOYAGE MONDIALE
900 CHEMIN DE L'AUMONE VIELLE
L'ANGEVINIERE BAT B2
13400 AUBAGNE - FRANCE

Ou par téléphone :

- Depuis la France : 04.86.51.05.05
- Depuis l'étranger : (+33) 4.86.51.05.05

RECLAMATIONS – MEDIATION

En cas de difficulté, le Souscripteur consulte le Courtier par l'intermédiaire duquel le contrat est souscrit.

1. En cas de désaccord ou de mécontentement sur la mise en œuvre de votre contrat nous vous invitons à le faire connaître à MUTUAIDE ASSISTANCE en appelant le 01.41.77.45.50 , en écrivant à medical@mutuaide.fr, ou par courrier à l'adresse :

MUTUAIDE ASSISTANCE
SERVICE QUALITÉ CLIENTS
8/14 AVENUE DES FRÈRES LUMIÈRES
94368 BRY-SUR-MARNE CEDEX

pour les garanties d'assistance.

Si sa réponse ne le satisfait pas, le Souscripteur peut adresser sa réclamation au service « Réclamations » de Groupe Special Lines :

- Par courrier postal :

GROUPE SPECIAL LINES
SERVICE RÉCLAMATIONS
6-8 RUE JEAN JAURÈS
92800 PUTEAUX

- Par courriel :

reclamations@groupespeciallines.fr

Si la réponse apportée à la réclamation demeure insatisfaisante, le Souscripteur peut s'adresser au service «Réclamations» de Groupama Rhône-Alpes Auvergne :

- Par courrier postal :

GROUPAMA RHÔNE-ALPES AUVERGNE
SERVICE CONSOMMATEURS
TSA 70019 – 69252 LYON CEDEX 09

- Par courriel :

service-consommateurs@groupama-ra.com

Enfin, si le désaccord persistait concernant la position ou la solution proposée, le Souscripteur peut saisir la Médiation de l'Assurance :

- Par courrier :

MÉDIATION DE L'ASSURANCE
TSA 50110
75441 PARIS CEDEX 09

- Par internet sur le site

www.mediation-assurance.org

2. En cas de désaccord ou de mécontentement sur la mise en œuvre de votre contrat, nous vous invitons à le faire connaître à GROUPE SPECIAL LINES en écrivant à reclamations@groupespeciallines.fr

pour les garanties d'assurance.

Si la réponse que vous obtenez ne vous donne pas satisfaction, vous pouvez adresser un courrier à :

GROUPAMA RHONE-ALPES-AUVERGNE
SERVICE CONSOMMATEURS
TSA 70019
69252 LYON CEDEX 09

GROUPAMA s'engage à accuser réception de votre courrier dans un délai de 10 jours ouvrés. Il sera traité dans les 2 mois au plus.

Si le désaccord persiste, vous pouvez recourir à la Médiation de l'Assurance dont les coordonnées sont indiquées ci-dessus.

Le médiateur de la FFSA n'est pas compétent pour connaître des contrats souscrits pour garantir des risques professionnels.

ORGANISME DE CONTRÔLE

Conformément au Code des Assurances (Article L. 112-4) il est précisé que l'autorité de contrôle de GROUPE SPECIAL LINES et GROUPAMA Assistance est l'ACPR, 4 Place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris Cedex 09.

ASSURANCE-VOYAGE-MONDIALE - CONTRAT GSL N° AST20171371
CONDITIONS GENERALES VALANT NOTICE D'INFORMATION
CONFORMEMENT A L'ARTICLE L141-4 du Code des Assurances

GARANTIES AUTOMATIQUES ACCORDEES		
Garanties	Montants	Franchise
Assistance		
Rapatriement : <i>En cas de Maladie ou d'Accident</i> Rapatriement et transport sanitaire	Frais réels	Néant
Frais médicaux chirurgicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation engagés à l'étranger (Remboursement sur justificatif - Avance sur frais d'Hospitalisation)	Formule 1 : 100 000 € par personne et par période d'assurance Formule 2 : 200 000 € par personne et par période d'assurance	80 € par sinistre, sauf en cas d'accident où il n'y a pas de franchise
Dont Frais dentaires	100 € par personne et par période d'assurance	Néant
Prolongation du séjour (frais d'hôtel)	A concurrence de 100 € par jour avec un maximum de 10 jours	Néant
Transmission de messages	Frais réels	Néant
En cas de Décès Rapatriement ou transport du corps en cas de Décès <i>Frais de cercueil</i>	3 500 € 1 000 €	Néant
Envoi de médicaments	Frais réels	Néant
Assistance juridique (frais d'avocat)	Dans la limite de 6 000 € par personne et par période d'assurance	Néant
Frais de Recherche et de secours	Dans la limite de 700 € par personne et par période d'assurance	Néant

GARANTIES OPTIONNELLES SI MENTIONNEE A VOTRE ATTESTATION D'ASSURANCE		
Garanties	Montants	Franchises
Responsabilité civile		
Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs <i>Dont</i> <i>Dommages matériels et immatériels consécutifs</i> <i>Dommages corporels et immatériels consécutifs</i>	1 500 000 € par sinistre 30 000 € par sinistre 1 500 000 € par sinistre	80 € par sinistre

GARANTIES OPTIONNELLES SI MENTIONNEE A VOTRE ATTESTATION D'ASSURANCE		
Garanties	Montants	Franchises
Bagages et effets personnels		
Perte, détérioration, vol, ou destruction des Bagages <i>Dont vol des objets de valeur</i>	A concurrence de 1 000 € 1 000 €	60 € par personne 60 € par personne
Retard de livraison des bagages en cas de retard de plus de 24h	A concurrence de 250 €	Néant
Perte ou vol de papiers d'identité	A concurrence de 150 € par personne	Néant
Indemnisation en cas de retard supérieur à 6h à l'arrivée	A concurrence de 250 €	Néant

GARANTIES OPTIONNELLES SI MENTIONNEE A VOTRE ATTESTATION D'ASSURANCE		
Garanties	Montants	Franchises
Voyage		
Annulation de voyage (billetterie)	A concurrence de 2500 €	Néant

GARANTIES OPTIONNELLES SI MENTIONNEE A VOTRE ATTESTATION D'ASSURANCE		
Garanties	Montants	Franchises
Refus de VISA		
Refus de Visa	Frais pris en charge dans la limite de 50 € par sinistre	Néant
Remboursement de la prime suite à refus de Visa	A concurrence du montant de la prime réglée	10 €